

Libération - jeudi 23 mars 2023

Evénement

Les syndicats exaspérés de se faire enfumer

Tout en les invitant à de nouvelles concertations, le chef de l'Etat a agacé les organisations syndicales en leur reprochant de ne pas avoir cherché de «compromis».

Frantz Durupt

Que se joue-t-il, ce jeudi, neuvième journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel des huit syndicats et de cinq organisations de jeunesse contre la réforme des retraites ? Bien sûr, le fait de renouer avec des cortèges et des taux de grévistes importants après deux journées un peu ternes en mars, surtout que les jeunes, de plus en plus actifs depuis quelques jours, pourraient venir gonfler les rangs des défilés. Mais aussi quelque chose de plus profond que le retrait ou non de ce texte, adopté en force par le Parlement via un recours au 49.3.

C'est désormais une affaire de «*légitimité*». Celle qui, selon les organisations de salariés, s'exprime depuis deux mois dans les cortèges et par des grèves. Celle que le chef de l'Etat a déniée, mardi devant sa majorité, à «*la foule*» en l'opposant au «*peuple qui s'exprime souverain à travers ses élus*». Et même si, aux 13 heures de France 2 et TF1 mercredi, Macron a tenté de séparer le bon grain des manifestations syndicales, «*organisées*», du mauvais des rassemblements spontanés et violents, «*l'enjeu de ce jeudi, c'est définitivement d'affirmer que*

nous ne sommes pas une "foule", mais que nous sommes les représentants de la volonté générale», fait valoir le secrétaire général de la FSU, Benoît Teste.

Refrain. Cet enjeu est renforcé par l'intervention présidentielle. On savait que l'exécutif était pressé de lancer le chantier d'une nouvelle loi travail pour clore la *«séquence retraites»*. De manière assez grossière, le chef de l'Etat a donc tendu quelques perches aux organisations de salariés pour, a-t-il expliqué, *«très concrètement prendre à bras-le-corps»* des sujets comme l'*«usure professionnelle»* (plus question de prononcer le gros mot de *«pénibilité»*) ou les *«fins de carrière»*. Et ce, en réengageant des concertations dès les prochaines semaines.

Début janvier, le gouvernement prétendait pourtant que son projet de réforme des retraites traitait pleinement de ces enjeux, grâce à la concertation avec les syndicats. Sauf que, dans les faits, ils sont renvoyés... à des décrets ultérieurs. Rejouant son refrain de 2020 - qui n'a, à ce jour, été suivi d'aucun effet ou presque - sur les travailleurs de *«deuxième ligne»* souffrant d'un manque de reconnaissance, Emmanuel Macron a aussi déclaré qu'il souhaitait ouvrir des discussions pour régler le sujet des bas salaires, notamment dans les branches professionnelles qui renâclent à aligner leurs grilles sur les évolutions du smic. Sans préciser s'il était prêt à suivre les propositions de la CFDT ou de la CGT, qui plaident pour des sanctions financières portant notamment sur les exonérations sociales dont bénéficient les entreprises.

«Colère». Mais il a aussi - et surtout - reproché aux syndicats de n'avoir pas cherché de *«compromis»* sur la réforme, s'abstrayant ainsi du *«principe de réalité»*. Des propos très mal reçus notamment par le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, qui a dénoncé *«du foutage de gueule»* et du *«mépris»* vis-à-vis des *«millions de personnes qui manifestent»*, mais aussi par son homologue de la CFDT. Le chef de l'Etat a en effet expliqué que Laurent Berger *«était allé devant son congrès»*, en 2022, *«en proposant d'augmenter les durées»* de cotisation.

«Il n'a pas été suivi, mais il avait cette volonté de faire travailler davantage», a déclaré le Président. Une affirmation que le numéro 1 de la CFDT a qualifiée de «mensonge» sur Twitter. Ainsi, la résolution générale soumise au vote lors du congrès de la CFDT ne faisait qu'affirmer que «l'allongement de l'espérance de vie peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation». Soit une pure déclaration de principes, pas nouvelle d'ailleurs à la CFDT, effectivement refusée par les délégués qui ont adopté un amendement affirmant l'exact contraire.

«C'est grave de pointer une responsabilité d'une organisation syndicale à ce point, a réagi le leader cédétiste auprès de l'AFP. Après dire "On va vouloir discuter avec les uns et les autres". Ça crée beaucoup de colère.» De fait, le Président a touché un point sensible. Car pour les syndicats, la responsabilité de la situation actuelle - cortèges inopinés dans les villes le soir, dégradations de mobilier urbain... - revient à l'exécutif. Il y a plusieurs semaines déjà que l'intersyndicale souligne, dans ses communiqués, le risque d'une «situation explosive». Une image employée par Philippe Martinez traduit le sentiment général : «Le président de la République nous a marché dessus», dit-il au Monde Ajoutant : «Il y a un fossé qui se creuse entre la démocratie sociale et la démocratie politique. Quand on nie la démocratie sociale, on nie la réalité de ce qui se passe dans les entreprises et ça remet en cause la démocratie en général.»